

**ASSEMBLÉE NATIONALE**  
27 janvier 2024

ENCADRER L'INTERVENTION DES CABINETS DE CONSEIL PRIVÉS DANS LES  
POLITIQUES PUBLIQUES - (N° 2112)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

**AMENDEMENT**

N ° 211

présenté par  
M. Sansu et M. Millienne  
-----

**ARTICLE 13**

Rétablir le 2° de l’alinéa 11 dans la rédaction suivante :

« 2° En cas de faute professionnelle grave, exclure l’intéressé de la procédure de passation des  
contrats de la commande publique, pour une durée maximale de trois ans. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L’amendement propose de rétablir la possibilité pour la Haute Autorité de la transparence de la vie  
publique de prononcer une exclusion de la procédure de passation des contrats de la commande  
publique, pour une durée maximale de trois ans, en cas de faute professionnelle grave.